

REBONDIR.

« La fatalité triomphe dès que l'on croit en elle » Simone de Beauvoir

Le 85ème congrès de l'UNEF s'ouvre dans une période charnière. Ces dernières années ont été marquées par un climat d'incertitude et de tension, entre espoir de changement et accablement des citoyens. Si l'élection de François Hollande en 2012 a ouvert un cycle d'espoir de conquête de droits sociaux, les aspirations de notre camp social se sont rapidement confrontées au mur de l'austérité. A l'opposé de ses engagements, le gouvernement a fait de la réduction des dépenses publiques et de la libéralisation du marché travail sa feuille de route. Confronté à l'échec et à l'impopularité, il a mis à profit l'autoritarisme de la Vème république pour imposer ses réformes.

L'UNEF a été une force de résistance. Nous avons exprimé notre refus d'une société qui ne nous reconnaît aucun droit, nous demande sans cesse de faire nos preuves et nous promet un avenir incertain pour les uns, assurément précaire pour les autres. Parce que nous avons cherché à imposer des ruptures pour décrocher des victoires syndicales, l'UNEF a saisi toutes les occasions pour mettre la pression, que ce soit par la mobilisation ou par la négociation, pour améliorer nos conditions de vies et d'études. En imposant d'année en année un investissement supplémentaire dans le système de bourses, l'UNEF a oeuvré pour réduire les inégalités sociales et continuer le chemin vers l'allocation d'autonomie. Nous avons lutté contre la création de barrières supplémentaires pour accéder à l'enseignement supérieur et réussi à faire reculer la sélection en master en créant un droit à la poursuite d'études. En se mobilisant contre la loi travail, l'UNEF, en lien avec le mouvement social, a construit un axe de contestation majoritaire, exprimant une colère puissante et un ras le bol profond dans la rue comme dans la société. Nous avons porté la voix de notre génération qui refuse d'être sacrifiée sur l'autel de l'austérité alors même qu'elle est méprisée, infantilisée et décrédibilisée. Si nous avons réussi à mettre le gouvernement en minorité, celui-ci a ignoré le message de la rue, affaiblissant ainsi toute forme d'expression démocratique.

Ces dernières années ont été marquées par de profonds bouleversements politiques qui dessinent les contours de l'émergence d'un nouveau monde. En Europe, les populations subissent les conséquences d'une crise économique et sociale que les politiques d'austérité ont rendue interminable. Face aux inégalités qui se creusent, une profonde défiance envers les institutions européennes progresse et constitue un terreau fertile aux victoires des tenants du repli sur soi et de la réaction. De l'autre côté de l'atlantique, Donald Trump a été élu à la tête des Etats Unis et met en place une administration tout aussi raciste que perméable aux volontés des marchés financiers. Malgré une mobilisation croissante de la société civile, son élection vient assombrir encore un peu plus la scène internationale, déjà marquée par la montée en puissance de pouvoirs autoritaires qui s'incarnent notamment à travers l'impérialisme russe.

En France, à quelques mois des élections présidentielles, l'avenir est incertain. La mise en place de politiques à vent contraire des aspirations de notre camp social, en incapacité de répondre à l'urgence de la crise, a entériné des ruptures, et la défiance face aux institutions s'est installée. La

crise démocratique entre la population et les pouvoirs publics est profonde. Le fort taux d'abstention aux dernières élections, notamment chez les jeunes, montre que l'outil du vote semble dévoyé. Face à une société en panne d'alternative, les idées archaïques et réactionnaires de l'extrême droite progressent dangereusement. Entres propos xénophobes, vision d'une république à deux vitesses, intransigeante avec certains, laxistes avec les autres, et libéralisme décomplexé, les débats publics, loin d'apporter des réponses à l'état d'urgence sociale, ne font que l'accentuer.

Face à des discours paternalistes sur une jeunesse qui serait responsable des fractures qui existent dans la société, notre génération a envie d'être au coeur de la prise de décisions afin de pouvoir se faire entendre. Il est de notre responsabilité de porter les revendications des jeunes grâce à un syndicalisme de transformations sociale. Face au nouveau quinquennat qui s'annonce, nous devons préparer l'avenir, permettre de remettre l'ascenseur social en route, reconnaître un droit aux études et une qualification de haut niveau pour tou-te-s, garantir l'autonomie de notre génération pour qu'elle puisse faire ses propres choix de vie et faire de la bataille pour l'égalité une priorité.

Mais face aux renoncements du quinquennat, à la crise démocratique et à la défiance vis-à-vis des outils d'organisation traditionnelle, l'UNEF n'est pas

épargnée et connaît une période de crise. Si notre génération a tout autant envie de s'engager que les précédentes, les dernières mobilisations sociales traduisent une volonté de s'approprier de nouvelles formes d'engagements. S'il en fallait une preuve, les dernières élections au CROUS, ont entraîné une défaite électorale et nous ont placé deuxième organisation étudiante au niveau national.

Faire avancer une feuille de route syndicale ambitieuse suggère de prendre en compte l'évolution des modes d'engagements de notre génération, conséquences d'évolutions technologiques comme sociales. En étant au croisements des différents cadres d'engagement, notre outil syndical doit se réinventer pour se massifier. En effet, l'UNEF, parfois identifiée comme une institution sur les campus universitaires, connaît des difficultés de construction et peine à renforcer ses sections locales, pourtant essentielles à nos combats quotidiens.

Le 85ème congrès de l'UNEF est l'occasion d'aller au-delà de la prise de conscience, de se fixer des objectifs ambitieux et de trouver des réponses pour renouer avec le fil du progrès. Sans fatalité mais avec responsabilité, notre génération doit réinventer l'UNEF. Il faudra occuper pleinement le terrain de l'action syndicale. Notre priorité doit être de reconstruire nos sections locales afin de pouvoir renforcer notre implantation sur le territoire. Nous devons ouvrir les portes de notre organisation, permettre à tous les jeunes de se retrouver dans notre outil syndical afin d'être le cadre d'engagement collectif qui donne des outils pour agir.

C'est conscient-e-s de notre responsabilité que nous ferons de ce 85ème congrès le point de départ d'un nouveau cycle de développement de notre organisation. Contre l'individualisme et face au manque de repères, contre le fatalisme, parce que les aspirations communes des jeunes dépassent la diversité de leurs situations, nous voulons faire de l'UNEF le lieu de convergences des engagements progressistes d'une génération qui réclament un droit à l'avenir.

UN PROJET DE SOCIÉTÉ : OUVRIR LES PORTES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Au cours du siècle dernier, les politiques menées ont permis la massification de l'enseignement supérieur. Si cela a permis aux jeunes des catégories populaires d'accéder à la promotion sociale, aujourd'hui l'ascenseur social est en panne et la massification de l'enseignement supérieur inachevée. Ces dernières années, alors que le nombre de bachelier-e-s n'a cessé d'augmenter, la société est restée figée, pire elle est allée à rebours des aspirations de notre génération. Si l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s est une chance pour mieux qualifier les jeunes, relancer l'économie et sortir de la crise, les réactionnaires, eux, sont vent debout pour imposer la sélection. Pourtant, la relance de la massification de l'enseignement supérieur pour accueillir, faire réussir et donner des qualifications à tou-te-s les jeunes est une condition sine qua non de la transformation sociale et de la lutte contre les déterminismes.

Alors qu'aujourd'hui le libre accès peine à être une réalité, l'UNEF se mobilisera face aux discours de régression à rebours de l'histoire. Ainsi, de la reconnaissance sociale des jeunes à la construction d'une université ouverte à tou-te-s, nous nous battons contre que l'ensemble des barrières qui laissent des jeunes aux portes de l'enseignement supérieur.

UN DROIT À L'AUTONOMIE POUR LA JEUNESSE

Un nouveau temps de la vie a émergé qui s'étend de la sortie du lycée à l'installation dans un emploi stable : la jeunesse. Mais la jeunesse n'est pas qu'un âge, c'est aussi une réalité sociale. Majeur-e-s civilement, les jeunes partagent la volonté de s'émanciper de leur structure familiale pour faire leur propre choix de vie. Pourtant, si la société bénéficie de la massification et de l'allongement de la durée des études, elle refuse de reconnaître cette évolution par des droits. Ainsi notre génération est-elle particulièrement exposée à la précarité, confrontée à un véritable bizutage social, conséquence d'une discrimination qui prive les jeunes de droits sociaux.

Notre système d'aides sociales nous considère comme des enfants à charge et les aides ne représentent souvent qu'un revenu d'appoint, du fait de l'insuffisance de leur montant. La société fait reposer la formation de toute une génération sur des ressources privées, de fait inégales, amoindries par la crise. Ainsi l'enjeu du droit aux études est-il double : sortir les jeunes de la précarité et leur offrir d'autres perspectives que le déclassement.

Il est temps de changer ce système archaïque afin de répondre enfin aux besoins des jeunes du XXI^{ème} siècle. Parce que nous partageons tous la même aspiration à l'autonomie, nous demandons l'ouverture de nouveaux droits, matérialisés par la création d'un statut social universel du jeune en formation et en insertion professionnelle. Ce statut doit garantir un ensemble de droits : financiers, santé, logement, culture ... A ceux qui considèrent que la protection sociale est une charge pour la société, nous répondrons que l'absence de protection est une hypocrisie qui fait reposer la solidarité collective sur les efforts privés.

UNE ALLOCATION D'AUTONOMIE : LE VOLET FINANCIER DU STATUT SOCIAL

L'autonomie financière est une condition indispensable à la reconnaissance du droit aux études pour tous. Aujourd'hui, face à la faiblesse du système d'aides sociales, les jeunes sont dans une double impasse entre dépendance familiale et salariat étudiant, première cause d'échec à l'université. Etudier n'est pas un luxe ni un hobby, c'est une nécessité qui participe à la production des richesses, au développement de l'emploi et à la lutte contre les inégalités. C'est pour cela que l'UNEF revendique la mise en place d'une allocation d'autonomie, contrepartie de l'investissement que fait chaque jeune pour préparer son avenir, protection de celles et ceux qui se forment pour travailler demain.

UNE PROTECTION UNIVERSELLE ET SOLIDAIRE

Le financement de l'allocation d'autonomie est d'abord un choix de société. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, un choix comparable a été fait pour financer l'apparition d'un temps de la vie après le travail et ainsi créer le système des retraites. Aujourd'hui confrontée pour sa jeunesse à des changements du même ordre, la mise en place de l'allocation d'autonomie est une solution pour permettre aux jeunes de répondre à leur besoin de formation. Une part du financement de l'allocation d'autonomie peut être obtenue en utilisant les moyens des aides existantes comme les bourses ou encore la demi-part fiscale. Pour compléter, l'UNEF réclame la création d'une cotisation sociale qui mettra en place une nouvelle branche de la sécurité sociale. Dans sa mise en place, l'allocation d'autonomie s'appuie sur une déclaration fiscale indépendante de l'étudiant-e.

Universelle, l'allocation d'autonomie garantit un véritable droit pour tous les jeunes et rompt avec l'injustice du système familial. Elle doit être d'un montant suffisant pour vivre, supérieure au seuil de pauvreté et assurer l'émancipation de chacun-e.

UNE AIDE COUVRANT LES ÉTUDES ET L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Les jeunes sont aujourd'hui confronté-e-s à un bizutage social qui commence du début de leurs études jusqu'à la fin de leur insertion professionnelle. Pour rompre avec cette situation, l'allocation d'autonomie couvrira les besoins des jeunes pendant leurs études jusqu'à l'accès à l'emploi stable. Dans un premier temps, nous nous battons pour la généralisation de l'aide à la recherche au premier emploi que nous avons obtenue, afin qu'elle ne soit pas réservée aux étudiant-e-s boursier-e-s.

IMPOSER UNE MONTÉE EN CHARGE VERS L'ALLOCATION D'AUTONOMIE

L'UNEF fait le choix de la construction du rapport de force pour avancer, étape par étape, vers la mise en place de son projet. En imposant des ruptures avec le système d'aide actuel, chaque investissement supplémentaire trace notre chemin vers l'allocation d'autonomie. L'UNEF se fera entendre pour que l'allocation d'autonomie soit un sujet de la présidentielle, et quel que soit son interlocuteur dans les prochains mois pour obtenir une augmentation du montant des bourses mais aussi une modification des critères d'attribution pour prendre en compte la situation propre des étudiant-e-s.

UN STATUT SOCIAL QUI DONNE ACCÈS À DE NOUVEAUX DROITS

Pour mettre fin à la zone de non droit qu'est la jeunesse, le statut social doit

être le socle garantissant aux jeunes des droits universels pour leur réussite et leur émancipation.

UN DROIT AU LOGEMENT

Il ne saurait y avoir d'autonomie sans droit au logement autonome, souvent garant de l'accès aux études. Pourtant, le logement est le premier poste de dépense chez les étudiant-e-s. Si de nouveaux logements ont vu le jour ces dernières années, cela est bien loin d'être suffisant notamment face à l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s. Seulement 7% des jeunes ont accès à un logement dans une résidence CROUS. La construction de nouveaux logements à tarifs sociaux est une urgence et nous exigeons que les financements publics soient à la hauteur des enjeux. L'UNEF se battra aussi pour réguler le parc privé notamment pour que l'encadrement des loyers soit appliqué dans l'ensemble des villes universitaires mais aussi pour garantir un dispositif unique de cautionnement solidaire. Enfin, alors que les aides au logement sont sans cesse attaquées et menacées, nous réaffirmerons que cette aide universelle est indispensable et doit être revalorisée pour permettre l'accès au logement autonome des jeunes.

UN DROIT À LA SANTÉ

En raison d'un manque d'accompagnement et d'une précarité de plus en plus importantes, l'accès des jeunes à la santé est loin d'être une réalité. Afin de garantir cet accès, l'UNEF s'engage dans le régime étudiant de sécurité sociale (RESS). Il permet d'accompagner les étudiant-e-s, d'avoir une expertise de leur santé et de mener des actions de préventions qui soient adaptées à leurs besoins et non-moralisatrice. Le RESS est la première pierre du statut social étudiant puisqu'il est géré par et pour les étudiant-e-s. Il reconnaît que les jeunes ont des besoins spécifiques en matière de santé et ainsi leur garantit des droits. Convaincu-e-s de la nécessité de continuer à faire du RESS un pilier de notre protection sociale et des combats de société de demain, nous faisons le choix de nous investir dans la LMDE, d'y porter les aspirations de la jeunesse et ainsi éviter de mettre notre santé dans les mains d'assurances privées.

Dans le même temps, nous nous battons pour démocratiser l'accès aux soins en généralisant les centres de santé universitaire, en menant la bataille pour la protection des dispositifs régionaux et à terme la mise en place d'un véritable chèque santé national.

UN DROIT AUX TRANSPORTS

L'accès aux transports est une condition évidente pour se déplacer de son domicile à son lieu d'études et mener une vie étudiante épanouie. Pourtant, de nombreux étudiant-e-s sont contraints d'y renoncer en raison de coûts trop importants, en outre sources de très fortes inégalités territoriales. L'UNEF revendique la gratuité des transports pour l'ensemble des jeunes avec comme première étape la mise en place de véritables tarifs jeunes dans chaque collectivité.

UN DROIT À LA CULTURE ET AU TEMPS

La culture et le temps libre sont des outils d'émancipation de chaque jeune qui permet d'atténuer les déterminismes sociaux et de lutter contre la reproduction sociale. L'UNEF mène la bataille pour garantir l'accès des jeunes à toutes les formes de culture. Pour cela, nous revendiquons au sein des CROUS la mise en place d'un véritable « pass culture », qui ne se limite pas à la seule culture dominante et normée, et pour le renforcement des missions de soutien aux initiatives culturelles du réseau des oeuvres. Les étudiant-e-s doit pouvoir être acteur-ice-s et créateur-ice-s de leurs propres cultures, et en revendiquant une nouvelle organisation des temps universitaires.

OUVRIRE LES BANCs DE L'UNIVERSITÉ À L'ENSEMBLE DES JEUNES

Aujourd'hui, 50% d'une classe d'âge est laissée aux portes de l'enseignement supérieur. Face à cette situation inacceptable, l'UNEF se battra pour passer un nouveau cap dans la massification de l'enseignement supérieur alors même que le nombre de bachelier-e-s ne cesse d'augmenter. Pour cela, nous chercherons à transformer l'enseignement supérieur afin que chacun-e puisse y trouver sa place.

LUTTER CONTRE TOUTES LES FORMES DE SÉLECTION

La massification dépend des obstacles que rencontrent les étudiant-e-s tout au long de leur parcours universitaire. Pourtant, rarement le risque

d'une instauration de la sélection à l'entrée du diplôme n'a été aussi grand. Face à l'augmentation du nombre de bachelier-e-s et au nom d'économies budgétaires, les universités font le choix de refermer leurs portes. L'UNEF se battra pour que les capacités d'accueil soient suffisantes dans l'ensemble des établissements, et que tou-te-s les bacheliers-e-s puissent accéder à la filière de leur choix. Le libre accès à l'enseignement supérieur peine à être une réalité, les établissements pratiquent une sélection illégale via l'utilisation du tirage au sort ou encore la dissuasion organisée pour certaines filières. L'UNEF continuera à se battre contre ces pratiques inacceptables. A l'inverse de ces pratiques élitistes, il faut donner à tou-te-s les bachelier-e-s les outils pour choisir l'orientation qui correspond à leur projet de vie et d'étude et ainsi favoriser leur réussite.

Alors que la transition entre le secondaire et l'enseignement supérieur est une étape fondamentale. L'UNEF revendique une refonte et un renforcement du service public de l'orientation pour accompagner individuellement chaque lycéen-ne. Il est urgent de mettre fin aux barrières sélectives particulièrement discriminantes socialement et culturellement. L'UNEF s'investira pour que l'accès à l'université après le lycée soit une évidence pour tou-te-s les bacheliers, mais aussi pour les jeunes sans diplôme en développant les VAE. Garantir un droit à la poursuite d'étude pour les bacheliers-e-s technologiques et professionnel-le-s

Les bachelier-e-s technologiques et professionnel-le-s sont les laissés-e-s pour compte de l'enseignement supérieur : d'un côté, confronté-e-s à l'arbitraire de la sélection dans les formations qui assurent le mieux leur réussite (STS et IUT), de l'autre, aux universités qui utilisent tous les moyens pour les décourager. L'UNEF revendique l'augmentation du nombre de places en STS et IUT et le renforcement de quotas qui permettent de diversifier les publics qui y accèdent. Dans le prolongement de ces formations, des passerelles automatiques vers une L3 doivent être mises en place, afin d'éviter une énième barrière sélective.

FAIRE RECULER LA SÉLECTION EN MASTER GRÂCE AU DROIT À LA POURSUITE D'ÉTUDE

Face à des milliers d'étudiant-e-s contraint-e-s de redoubler ou d'interrompre leurs études entre le M1 et le M2, l'UNEF a réussi à gagner un droit à la poursuite d'étude. Cette victoire est un premier recul de la sélection qui en appelle d'autres et qu'il faut conforter. Alors que le master est devenu le diplôme de référence sur le marché du travail, il doit être accessible au plus grand nombre. L'UNEF se battra pour que les capacités d'accueil en M1 soient suffisantes pour accueillir tou-te-s les étudiant-e-s dans la filière de leur choix mais aussi pour élargir ce droit aux filières qui ne sont pas encore concernées.

FACILITER L'ACCÈS AU DOCTORAT

Ouvrir les portes de l'université revient à faire évoluer toutes les formations et notamment le doctorat. Alors que les doctorant-e-s sont confronté-e-s à la précarité et au casse-tête administratif, il est nécessaire de renforcer leur accompagnement et de généraliser les financements à travers les contrats doctoraux. Pour mener l'ensemble de ces batailles, l'UNEF fait le choix de développer la FENEC afin de répondre aux mieux à leurs problématiques.

INVESTIR POUR PASSER UN NOUVEAU CAP DE MASSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Investir dans l'enseignement supérieur est un enjeu de société. Pourtant la massification de l'enseignement supérieur se heurte au mur de l'austérité. Dégradation des conditions d'études, amphithéâtre bondés, réduction des capacités d'accueil, la situation des universités est de plus en plus complexe. L'UNEF rappelle que l'éducation n'est pas un service marchand concurrentiel. Nous revendiquons la réorientation des moyens du Crédit Impôt Recherche vers le budget de fonctionnement des universités. Au-delà de ça, nous exigeons un plan de financement pluriannuel, avec un investissement immédiat d'un milliard d'euros, pour donner les moyens aux universités d'accueillir les étudiant-e-s dans de bonnes conditions.

CONSTRUIRE UN ESPACE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EUROPÉEN

Les politiques d'austérité menées en Europe ont des conséquences concrètes sur les établissements d'enseignement supérieur : hausse des frais d'inscription, désengagement de l'Etat, durcissement de la sélection... Face à cette situation, nous porterons une alternative progressiste pour l'Europe de l'éducation. Nous porterons l'harmonisation des droits étudiant-e-s par le haut et le développement de la collaboration entre les établissements pour favoriser la mobilité. L'UNEF continuera de s'investir de l'ESU et notamment dans le pôle syndical pour créer

des ruptures, interpeller les pouvoirs publics et porter les aspirations des jeunes au niveau européen.

UNE UNIVERSITÉ AU SERVICE DE L'ÉGALITÉ ENTRE TOU-TE-S

Alors que l'enseignement supérieur est aujourd'hui composé de jeunes d'horizons divers, son fonctionnement est resté calqué sur le modèle de l'université élitiste. Echec massif dans les premiers cycles, inégalités entre les étudiant-e-s en fonction de leurs filières, leurs origines socioculturelles ou leurs lieux d'études, pédagogie archaïque : le service public de l'enseignement supérieur est loin de remplir sa mission de démocratisation. Il est temps de s'attaquer au mythe hypocrite de la réussite individuelle qui fait peser les échecs du système d'enseignement supérieur sur les épaules des étudiant-e-s. L'enseignement supérieur est un champ de bataille dans lequel l'UNEF devra s'imposer. Face aux logiques libérales et à l'autonomie des universités, il faudra combattre sur tous les fronts : la dérégulation du service public, l'essor de l'enseignement supérieur privé, et les stratégies de contournement des cadres de contre-pouvoir qui peuvent démocratiquement empêcher cette dynamique.

L'UNEF devra se battre pour défendre le service public de l'enseignement supérieur, seul garant de la protection et l'égalité de toutes et tous, théoriquement hermétique aux objectifs marchands. L'UNEF portera sa vision de l'université du XXIe siècle, démocratique, pédagogique, ouverte, et innovante.

DÉFENDRE L'UNIVERSITÉ PUBLIQUE

La démocratisation de l'enseignement supérieur et l'égalité de tou-te-s passera par le modèle universitaire, libre d'accès, pluridisciplinaire et donnant accès à des diplômes nationaux.

Pourtant, les attaques pour affaiblir l'université viennent de toutes parts : éclatement des formations, mise en concurrence des établissements, et développement parallèle du privé. Parce qu'elles risquent de s'accroître dans les prochaines années, l'UNEF sera en première ligne pour défendre le service public de l'enseignement supérieur.

UNIFIER LE SERVICE PUBLIC : VERS L'UNIVERSITÉ DE TOUS LES MÉTIERS

Le morcellement de l'enseignement supérieur creuse les inégalités entre les étudiant-e-s, l'Etat finançant davantage des formations élitistes comme les classes préparatoires ou les grandes écoles, que de l'université ouverte à tou-te-s.

L'UNEF se battra pour l'unification de l'enseignement supérieur, intégrant toutes les filières au sein de l'université publique, tant pour la lisibilité que pour la qualité de la formation. La première étape sera de créer des passerelles et des cadres de coopération entre les établissements publics et de placer sous une tutelle unique l'ensemble des formations.

LUTTER CONTRE LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Au-delà du morcellement du service public d'enseignement supérieur, nous devons lutter contre l'expansion de l'enseignement supérieur privé captant des nouveaux étudiant-e-s issu-e-s de la dernière vague de massification. Cependant, il constitue une zone grise, hors d'un réel contrôle de l'Etat.

L'UNEF défend un enseignement supérieur entièrement public, gratuit, libre. Consciente que la lutte contre le privé passe par le renforcement du public, l'UNEF se battra pour que des moyens soient accordés à celui-ci de façon à ce qu'il s'adapte à l'augmentation du nombre d'étudiant-e-s et l'émergence de nouveaux secteurs dans lesquels les jeunes aspirent à se former (métiers rares, informatique, journalisme). L'UNEF protégera et défendra les jeunes, victimes d'un système illisible et trompeur, en dénonçant tous les établissements frauduleux qui vendent des diplômes dont la qualité est contestable et se battra pour le cadrage des droits étudiants dans l'enseignement supérieur privé.

POUR UNE RÉPARTITION ÉGALITAIRE DES MOYENS

Les inégalités de financement et la mise en concurrence des établissements rongent le service public et freinent l'égalité et la réussite du plus grand nombre. Il est urgent de changer en profondeur le mode de financement des universités,

prenant en compte leur besoins objectifs (nombre d'étudiant-e-s, taux de boursier-e-s, besoins pédagogiques) plutôt que des critères de performance.

Les appels à projets (IDEX), qui justifient l'absence d'investissement de l'Etat dans l'enseignement supérieur, doivent être redéployés vers les budgets de fonctionnement de l'ensemble des établissements ou vers des projets favorisant la réussite des étudiant-e-s.

PERMETTRE À CHACUN-E D'ACCÉDER À UN DIPLÔME DE QUALITÉ

Parce qu'il permet notre insertion professionnelle comme notre émancipation intellectuelle et sociale, l'accès au diplôme est essentiel pour un-e jeune. C'est cette vision d'une université centrée sur l'étudiant-e et sa capacité à réussir, délivrant des formations novatrices et qualifiantes, que nous porterons dans chacune de nos batailles.

VERS UNE RÉVOLUTION PÉDAGOGIQUE

L'UNEF défend des formations où les manières d'enseigner sont réfléchies en fonction des difficultés d'assimilation des étudiant-e-s. Etudiant-e-s et enseignant-e-s doivent co-construire les savoirs pour mieux les assimiler. Les outils numériques, doivent être développés, mais surtout mis au service de la révolution pédagogique en favorisant l'interaction et la diversification des supports et non les économies budgétaires comme c'est trop souvent le cas aujourd'hui.

UNE ÉVALUATION AU SERVICE DE LA PROGRESSION

Aujourd'hui, la notation a pour fonction de sélectionner les étudiant-e-s tout au long du parcours universitaire. L'UNEF défend au contraire une évaluation au service de la progression, permettant aux étudiant-e-s d'identifier les éléments qu'ils ont mal ou pas encore assimilés. Le contrôle continu doit donc être mieux étalé dans le temps pour éviter le « bachotage » et accompagné de rattrapages. A terme, c'est le principe même de notation qui est à remettre en cause car il n'a aucune fonction pédagogique et sert uniquement au tri des étudiant-e-s.

DÉVELOPPER LA PLURIDISCIPLINARITÉ

L'orientation après le bac ne doit pas condamner les étudiant-e-s à l'apprentissage d'un seul savoir disciplinaire. La première année doit être un portail pluridisciplinaire à partir duquel l'étudiant-e se spécialisera progressivement tout au long de son parcours universitaire. Il-elle pourra non seulement choisir son orientation sereinement, mais aussi développer son esprit critique et s'enrichir de multiples approches disciplinaires.

RENDRE NOS FORMATIONS QUALIFIANTES

Le diplôme est la meilleure arme que nous avons pour nous insérer sur le marché du travail. La qualification est une formation, attestée par un diplôme qui donne la capacité d'exercer un métier. Elle n'est pas ultra spécialisées mais elle permet la mise en pratique de savoirs théoriques. Des travaux pratiques doivent être généralisés à toutes les filières. Les stages doivent être mieux cadrés par les établissements pour qu'ils remplissent leurs objectifs de formation. Il est de la responsabilité de l'établissement de mettre à disposition une banque des stages et à l'Etat de s'assurer qu'ils ne soient pas des emplois déguisés et précaires.

DES OUTILS POUR FAIRE RÉUSSIR LE PLUS GRAND NOMBRE

Former les enseignant-e-s à la pédagogie

Les enseignant-e-s doivent, en parallèle de leur évolution de carrière, suivre des cycles de formation réguliers à la pédagogie, notamment pendant leur doctorat. Pour les encourager à améliorer la pédagogie de leurs cours, les perspectives de carrière dans l'ESR doivent également être déterminées en fonction de la qualité pédagogique de leurs enseignements.

Un encadrement au service de la réussite

Les transformations pédagogiques que nous visons ne pourront se faire à moyens constants. Les amphithéâtres doivent être supprimés, en commençant par la première année de licence, où la rupture avec l'environnement lycéen est la plus brutale. Ils seront remplacés intégralement par des cours en petits groupes, permettant à l'enseignant-e d'interagir et de s'attarder sur la réussite

de chacun-e de ses étudiant-e-s.

PROTÉGER LES ÉTUDIANT-E-S PAR LE CADRAGE NATIONAL DES DIPLÔMES

RENFORCER LE CONTENU COMMUN DES FORMATIONS

La dernière loi de régulation en 2013 a permis d'unifier nationalement les intitulés et l'architecture de nos diplômes, mais reste largement insuffisante. C'est pourtant l'égalité de tou-te-s dans nos études et le monde du travail qui se joue.

Le cadrage national des diplômes doit imposer aux établissements, mêmes les plus élitistes, des normes et des droits pour leurs étudiant-e-s. L'UNEF défend la création d'un socle commun dans chaque formation pour mettre fin aux inégalités entre les universités. Le cadrage national doit également nous permettre d'acquérir les mêmes qualifications à faire-valoir dans le monde du travail, quel que soit notre lieu de formation.

ROMPRE AVEC L'AUTONOMIE DES ÉTABLISSEMENTS EN FLÉCHANT LES MOYENS VERS L'ENSEMBLE DES FORMATIONS

L'autonomie des universités leur permet de concentrer l'essentiel de leurs financements sur quelques formations d'élites au détriment de la masse des étudiant-e-s. Le cadrage national des diplômes doit contenir un volet financement, imposant un encadrement et un nombre d'heure de cours nécessaires pour endiguer le taux de décrochage de certaines formations, en particulier en licence, et garantir une qualité de formation suffisante.

RECONNAÎTRE NOS DIPLÔMES DANS LES CONVENTIONS COLLECTIVES

Une fois dans le monde du travail, les jeunes sont confronté-e-s au déclassement. En s'appuyant sur le cadrage national des diplômes, l'UNEF défendra la reconnaissance dans les conventions collectives de nos diplômes, assurant à chaque diplômé-e un poste garanti et une rémunération qui corresponde à son niveau de qualification.

IMPOSER LES ÉTUDIANT-E-S DANS LES REGROUPEMENTS UNIVERSITAIRES

L'UNEF défend un service public efficace reposant sur un modèle d'universités de taille moyenne, pluridisciplinaires, où la coopération scientifique et pédagogique est encadrée. L'égalité des étudiant-e-s sur le territoire nécessitera une politique volontariste de l'Etat pour financer et développer les universités et les sites de proximité.

Cependant, s'appuyant sur l'autonomie des universités et l'incitation par appel à projet (IDEX...), la dynamique de regroupements s'accélère pour concentrer tous les moyens financiers et politiques sur une poignée d'établissements d'élite.

Les COMUE (Communautés d'Universités et d'Etablissements) ont encadré et un temps freiné ces regroupements. Elles sont cependant trop peu contraignantes et accompagnées d'aucune volonté politique permettant de stopper la dérégulation de l'enseignement supérieur. Si l'UNEF doit continuer à s'investir dans ces cadres décisionnels pour y défendre les droits étudiants, la principale bataille contre les regroupements se situe dorénavant ailleurs : les projets de fusion d'établissements se multiplient. Ces mastodontes universitaires ont pour principal objectif l'optimisation des moyens au détriment de la qualité d'étude. Contre ce rouleau compresseur qui a lieu en dehors de tout cadre démocratique, l'UNEF devra se mobiliser et se doter d'outils institutionnels remettant les étudiant-e-s au coeur des décisions et légitimant nos mobilisations. Nationalement, il s'agit d'imposer un moratoire sur la carte universitaire pour déboucher sur une planification nationale de l'offre de formations sur les territoires dans un objectif de démocratisation. Localement, nous exigerons dans chaque processus que les étudiant-e-s des établissements concernés soient consulté-e-s dans le cadre d'un référendum. Cet outil stratégique supplémentaire pour stopper une fusion nous permettra par ailleurs de rendre plus audibles nos mots d'ordre et mobilisations.

DES UNIVERSITÉS PLUS DÉMOCRATIQUES

Pour que les universités puissent répondre aux attentes des usager-e-s, il

est nécessaire de les inclure à chaque étape de décision. Contre celles et ceux qui cherchent coûte que coûte à imposer leurs projets, contournant les cadres démocratiques ou les organisations étudiantes, l'UNEF investira chaque échelon pour y imposer l'égalité et la réussite de tou-te-s et défendra la refonte de la gouvernance universitaire.

DONNER PLUS DE POUVOIR AUX USAGER-E-S

L'hyper-présidentialisation des universités tente de réduire les conseils à de simples chambres d'enregistrement de décisions prises en amont, où les élu-e-s ont peu de marges de manoeuvre. Mettre dans les mains d'un cercle fermé de décideur-se-s les orientations de l'enseignement supérieur est contraire à la notion même de service public. Aucune décision qui concerne l'université ne doit être prise sans les usager-e-s de l'enseignement supérieur. C'est pourquoi l'UNEF se battra pour réformer la gouvernance universitaire, en augmentant le nombre de représentant-e-s usager-e-s dans les conseils centraux, et en donnant la possibilité pour les élu-e-s étudiant-e-s de convoquer des référendums contraignants sur les grandes décisions prises dans leur établissement.

DES LIBERTÉS SYNDICALES RESPECTÉES

Les étudiant-e-s doivent avoir le droit de faire entendre leur voix et de s'organiser collectivement. Pourtant, depuis plusieurs années la répression syndicale est de plus en plus forte : interdiction de faire des cartes d'adhésion, de militer et d'intervenir, suppressions des locaux syndicaux, organisation à minima des élections, instrumentalisation de listes étudiantes, etc. Ces faits ne sont pas anecdotiques et témoignent d'une volonté de couper tout pouvoir aux organisations syndicales étudiantes. Nous devons donc réaffirmer les libertés syndicales au sein de l'enseignement supérieur, nous battre pour conserver nos locaux et continuer à mener une activité syndicale soutenue.

ÉTUDIANT-E-S ÉTRANGER-E-S : MÊMES ÉTUDES, MÊMES DROITS !

Les étudiant-e-s étranger-e-s subissent une forte inégalité d'accès au diplôme, compte tenu de la précarité administrative, sociale et pédagogique qu'ils-elles subissent. Les étranger-e-s représentent 10% des étudiant-e-s et n'ont pourtant pas les mêmes droits que les autres. La qualification de tou-te-s est une condition indispensable pour une société plus juste, et ne doit pas être différente selon la nationalité des étudiant-e-s.

L'UNEF luttera contre les barrières administratives qui transforment la réussite en parcours du combattant. Les démarches administratives doivent être simplifiées, le titre de séjour pluriannuel que nous avons obtenu doit être mis en place dès la première année de licence et les critères de ressources pour l'obtention d'un visa étudiant doivent être supprimés, ainsi que les mesures défavorables des conventions binationales encore plus contraignantes pour les étudiant-e-s.

Nous mènerons la bataille pour que le droit aux aides sociales, au logement, et plus largement au droit commun soit le même pour les étudiant-e-s étranger-e-s que pour les autres. L'UNEF s'investira dans Campus France et se battra afin qu'il devienne pleinement un service public mais aussi pour qu'il soit l'interface unique pour l'ensemble des étudiant-e-s étranger-e-s afin de simplifier les démarches et être à terme adossé au CNOUS.

Nos formations doivent également être adaptées aux étudiant-e-s étranger-e-s pour permettre leur réussite universitaire. C'est en changeant la pédagogie et en mettant en place des dispositifs de mise à niveau en langues que nous mettrons fin aux inégalités d'accès au diplôme.

Enfin, l'UNEF agira au quotidien, en lien avec les associations partenaires, pour porter ses revendications mais aussi pour défendre individuellement les étudiant-e-s étranger-e-s contre toutes les discriminations lors des inscriptions à l'université et contre toute tentative d'expulsion du territoire.

LE RÉSEAU DES OEUVRES, PILIER DE L'ÉGALITÉ ENTRE ÉTUDIANT-E-S

Face au désengagement de l'Etat, le service public des CROUS s'enfoncé depuis plusieurs années dans une crise. Alors qu'il doit permettre la démocratisation de l'enseignement supérieur en réduisant les inégalités sociales, le manque de logements universitaires, d'assistant-e-s sociaux-ales et l'augmentation annuelle des prix de la restauration ne lui permet pas de remplir ses missions.

L'UNEF défend l'universalité du service public des CROUS, qui doivent être les acteurs premiers de la vie étudiante pour garantir l'égalité et la continuité

dans leur accès. Nous mènerons donc la bataille pour lutter contre les baisses budgétaires et les volontés de fusions de CROUS lorsqu'elles vont à l'inverse des objectifs du réseau des oeuvres.

Pour recréer un service public universel, nous agissons pour que les CROUS aient les moyens suffisants pour élargir leur périmètre. Par ailleurs, un pouvoir étudiant renforcé sera la seule garantie que le réseau des oeuvres soit adapté à nos besoins et qu'il permette aux étudiant-e-s de se l'approprier. Nous revendiquons une gestion paritaire entre tou-te-s les administrateur-ice-s et à tous les échelons.

Ainsi, l'UNEF portera la défense du réseau des oeuvres mais se battra également pour son évolution afin qu'il soit au service de la réussite de tou-te-s.

UNE ORGANISATION DE JEUNESSE QUI PORTE LES COMBATS DE SA GÉNÉRATION

En se battant pour l'ouverture des portes de l'enseignement supérieur et la réussite du plus grand nombre, nous nous battons pour bouleverser les ordres établis, à la recherche d'une société plus juste et émancipatrice. Ce combat, l'UNEF le mène en portant la voix de l'ensemble des jeunes. Malgré la diversité des parcours qui composent la jeunesse et les inégalités qui la traversent, nos aspirations sont les mêmes : prendre place dans la société et décider de notre avenir.

Cette responsabilité est d'autant plus importante que nous devons faire face à un discours, qui voudrait nous désigner comme responsables des maux et déchirures de la société. Face au décalage entre les institutions et les aspirations des jeunes, l'abstention devient de plus en plus importante aux élections, symbole du refus de participer à une société qui ne le reconnaît pas. Pour ne pas être les boucs-émissaires d'un système malade, notre devoir est de fédérer notre génération autour de batailles, qu'elles concernent nos conditions de vie ou notre vision de la société.

UN COMBAT : LE DROIT À L'AVENIR POUR TOU-TE-S

Notre refusons que la jeunesse soit une zone de non-droit. Refuser la discrimination que vit la jeunesse passe par l'exigence d'un RSA pour les moins de 25 ans. Dans un contexte de chômage de masse, notre génération devient une variable d'ajustement pour les entreprises. Pourtant mieux formée, plus diplômée, notre génération est la première depuis un demi-siècle à qui l'on promet qu'elle vivra moins bien que ses parents. Nous revendiquons que le CDI redevienne la norme, et que la fiscalité des entreprises soit modulée en fonction de leur niveau d'emploi et leur politique salariale. Nous nous opposerons à toutes les volontés de déréguler le code du travail et d'affaiblir les protections collectives, comme nous avons su le faire ces dernières années.

DÉFENDRE NOTRE VISION DE LA RÉPUBLIQUE

Si nous défendons ses principes, nous sommes conscient.e.s que l'idéal républicain est souvent dévoyé. Nous nous attachons donc avant tout à un combat permanent pour rendre réelle la promesse républicaine, et lutter contre les fossoyeur-se-s des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.

FAIRE DE LA PROMESSE RÉPUBLICAINE UNE RÉALITÉ, PARTOUT

Alors que la société se crispe et que la crise démocratique touche en premier lieu les jeunes, des voix s'élèvent pour faire porter le chapeau à notre génération, qui n'aurait pas assez « assimilé » les principes républicains, qui serait en manque de repères et qui aurait besoin d'être rééduquée. Service civil, militaire, civique obligatoire refont surface dans les débats comme s'ils permettraient une réponse à tous nos maux.

Nous rejetons fermement cette vision autoritaire et anti-jeune de la République, qui en plus de faire peser sur notre génération des responsabilités qui ne sont pas les nôtres, relève d'une hypocrisie totale. Nous défendons au contraire des politiques qui permettent de rendre réelle la liberté et l'égalité pour chacun.e. Cela passe par la lutte contre l'exclusion dans les quartiers populaires, qui connaissent un chômage largement plus élevé qu'ailleurs, une désertion des services publics auxquels se superposent des discriminations raciales.

GARANTIR LA DÉMOCRATIE ET LES LIBERTÉS

La République doit permettre un exercice démocratique réel. Si le fossé entre les jeunes et les institutions est au plus haut, c'est en premier lieu par l'absence d'alternative au libéralisme. Il est urgent de permettre à notre génération d'avoir une place dans le processus démocratique et de pouvoir changer la donne.

Cette exigence va de pair avec la défense des libertés publiques, mises à mal récemment par un état d'urgence permanent, qui limite l'exercice de l'État de droit et a servi de prétexte à interdire ou réprimer des manifestations. Dans la même veine, nous luttons contre le renforcement d'une surveillance globalisée et nous inscrivons dans le combat pour un droit à la vie privée.

DÉFENDRE LA LAÏCITÉ

La laïcité française est issue de la loi 1905 portant une séparation de l'Église et de l'État. Cette loi impose deux grands principes : la neutralité de l'État et la liberté de conscience. L'UNEF défend cette séparation qui permet à chacun·e d'avoir une place dans la société, sans être pointé·e du doigt pour l'exercice de sa religion. Nous nous battons à ce titre pour une sécularisation de certains pans de l'enseignement supérieur : la remise en cause du financement et de la reconnaissance de l'enseignement privé confessionnel, la dénonciation des accords France-Vatican ou encore du Concordat.

Malheureusement, la laïcité est de plus en plus dévoyée par les islamophobes, en témoignent les débats récurrents sur le port du voile à l'université ou le burkini. Nous continuerons à nous battre pour que les étudiantes faisant le choix de venir voilées dans leur lieu d'étude puissent continuer à le faire sans se voir couper l'accès à l'université ou être stigmatisées dans le débat public.

LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'égalité est un combat permanent, dans lequel l'UNEF prend toute sa place. Notre rejet des discriminations n'est pas un simple combat moral, mais une lutte politique qui combat les systèmes de domination, en s'attaquant à leur existence dans toutes les sphères de la société. La domination sexiste, raciste, liée au genre ou à l'orientation sexuelle se reproduit partout, par les faits, les institutions, de manière consciente ou non. Ces oppressions se superposent chez certaines personnes, résultant non seulement en un cumul de ces oppressions, mais aussi en oppressions supplémentaires du fait de l'intersectionnalité de discriminations.

L'UNEF revendique une lutte contre les discriminations passant notamment par l'évolution des enseignements qui réhabilite la place des femmes dans l'histoire mais aussi qui revient sur l'histoire de la décolonisation, les african studies, études postcoloniales.

MENER LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS RACIALES

Le racisme est un système de domination qui se traduit pour les personnes racisé·e·s, de la sphère privée jusque dans les institutions, par le fait d'être victimes d'une perception par la société comme étant inférieur·e·s aux groupes dominants. Si les modes d'expression du racisme évoluent, les personnes racisées subissent encore au quotidien les stigmatisations et discriminations, que ce soit dans nos universités ou dans les discours publics. Le racisme peut prendre notamment la forme d'une islamophobie omniprésente, alimentée par les amalgames incessants venant mêler religion et terrorisme ou sécurité et immigration. Il est encouragé par les politiques menées, autant que par l'action même de certaines institutions, de la ghettoïsation de nos villes aux contrôles au faciès répétés en passant par l'affaiblissement des politiques d'accueil. À ce titre, la mort d'Adama Traoré ou le viol de Théo ne doivent être considérés comme des faits divers, mais comme des exemples des plus tragiques d'un maintien de l'ordre systématique et violent dans des quartiers populaires où vivent de nombreuses personnes racisé·e·s.

COMBATTRE L'EXTRÊME-DROITE

Nous combattons l'extrême-droite, son message de haine et de repli identitaire. Au premier rang des fossoyeurs des idéaux républicains se trouve le Front national, qui utilise la laïcité ou des arguments féministes pour propager son islamophobie, ou surfe sur les valeurs d'égalité pour mieux rejeter les citoyen·ne·s étranger·e·s. Nous refusons le glissement idéologique inquiétant qui imprègne de l'ensemble du monde politique de leurs thèmes et leurs idées : immigration, sécurité, répression...

Nous continuons à considérer que le FN n'est pas un parti comme les autres, et refusons de dialoguer avec lui. Nous nous battons contre toutes les volontés d'implantation de l'extrême-droite sur les campus universitaires, et lutterons contre son discours.

L'UNEF revendiquera une politique active de lutte contre les discriminations passant notamment par le récépissé de contrôle d'identité, la fin des contrôles arbitraires ou encore la mise en place du CV anonyme.

AGIR POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

La société dans laquelle nous vivons est une société patriarcale : dans toutes les sphères de la société, on explique que les hommes seraient naturellement supérieurs aux femmes. On nous inculque depuis notre plus jeune âge une éducation genrée, où selon notre sexe assigné nous devrions nous comporter de telle ou telle manière.

Cette société patriarcale a des influences multiples, dans tous les niveaux de notre vie : les femmes présidentes d'université restent très peu nombreuses, une femme meurt sous les coups de son conjoint tous les 2.7 jours, le salaire des femmes est inférieur de 23% à celui des hommes... L'UNEF se battra pour assurer la libre disposition de son corps en améliorant l'accès sur tout le territoire à la contraception et à l'IVG. L'égalité salariale entre les femmes et les hommes doit pouvoir enfin s'obtenir grâce à de vraies pénalités pour les entreprises ne la respectant pas. Enfin, l'orientation subie à cause des filières genrées est une réalité encore aujourd'hui. Il est nécessaire d'agir dès les premières années de l'éducation. L'université doit également développer ses filières d'étude du genre, encore très limitées.

Lutter contre toutes les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle : agressions physiques ou verbales, sentiment d'exclusion amenant une augmentation des chances de dépression et de suicide : il est de notre responsabilité de lutter contre toutes les discriminations liées à l'identité de genre ou à l'orientation sexuelle. Nous revendiquons la mise en place de la PMA pour toutes et tous, et nous battons contre toute remise en cause du mariage ou l'adoption pour les couples de même sexe.

Nous nous battons pour que dans nos universités soient mis en place des espaces protégés ainsi que des formations spécifiques pour conscientiser les personnel·le·s et les médecins de l'université à ces problématiques. La structure universitaire doit permettre aux étudiant·e·s transgenres d'étudier dans de bonnes conditions, notamment en laissant le choix de mettre son nom d'usage sur sa carte étudiante ou son diplôme.

SE BATTRE AUX CÔTÉS DES ÉTUDIANT·E·S EN SITUATION DE HANDICAP

L'adaptation de la société aux personnes en situation de handicap est primordiale. L'UNEF se battra en particulier pour leur accès aux études. La mise en place d'une politique véritablement volontariste à ce sujet nécessite que des moyens supplémentaires soient mis sur la table, afin de mettre tous les établissements aux normes et de financer les services handicap et les médecines préventives. Nous revendiquons une facilitation de la procédure de reconnaissance du handicap, qu'il soit visible ou non, et sa prise en compte dans la pédagogie pour les étudiant·e·s concernés.

LUTTER EN INTERNE POUR UN SYNDICAT OUVERT À TOU·TE·S

L'UNEF est poreuse à la société et reproduit des schémas de domination en son sein. Nous devons continuer à mener la lutte contre les discriminations pour permettre à chacun·e de se retrouver dans un cadre serein. Il est nécessaire de former les militant·e·s s'engageant dans le syndicat sur l'ensemble des discriminations qui existent afin que chacun·e puisse se rendre compte de ses propres déterminismes.

L'UNEF considère que la non-mixité est un outil nécessaire pour faire progresser ses combats et une condition pour s'assurer que nous portons les voix des dominé·e·s et non des dominant·e·s. Les oppressions nous sont inculquées dès notre plus jeune âge. Il est, par conséquent, difficile de se rendre compte des schémas de domination que nous pouvons avoir dans notre fonctionnement quotidien. Seule une discussion protégée en cadre non mixte permet de libérer la parole et de voir où se cachent les systèmes d'oppression. À la suite de chaque cadre non mixte, l'UNEF organise des cadres mixtes afin de trancher les nouveaux outils à mettre en place pour lutter plus efficacement contre les oppressions. L'UNEF se donne l'objectif de développer ses cadres de réunions non-mixtes, localement, pour permettre un débat et une lutte efficaces contre les discriminations en interne.

Il est nécessaire que nous puissions avoir de la visibilité sur ce que devient notre syndicat, ainsi nous continuerons à nous doter d'outils qui nous permettent d'avoir des chiffres précis sur les oppressions subies, les mises en responsabilité, le temps de parole... Nous réaffirmerons aussi l'exigence de parité dans nos

prises de parole comme dans nos instances.

MENER LE COMBAT ÉCOLOGISTE

Le réchauffement climatique est un enjeu tout particulier pour notre génération, qui sera la première à le subir de plein fouet. L'UNEF ne restera pas spectatrice de ces changements et s'investira pleinement dans le combat écologiste, en se battant pour des critères contraignants les pays à baisser leurs émissions de gaz à effet de serre et à entamer une réelle transition énergétique, en poussant à la modification profonde de nos modes de production et de consommation.

L'enseignement supérieur est l'endroit où nous pouvons former toute une génération aux questions d'écologie. Il faudra donc pousser pour que, dans chaque formation, des modules sur les questions d'écologie soient mis en place. Nous nous battons pour que le Label écologique soit plus ambitieux dans ses objectifs et que d'ici 2022 l'ensemble des universités y répondent.

UN SYNDICAT INTERNATIONALISTE

Quel que soit les pays dans lesquels ils vivent, les jeunes aspirent à la démocratie et à l'émancipation. L'UNEF est solidaire de toutes les luttes qui vont dans ce sens, tout particulièrement lorsqu'elles défendent l'accès à l'éducation, outil d'émancipation. Ainsi, nous renforcerons nos liens avec les organisations de transformation sociale partout dans le monde et notamment dans le cadre de la francophonie.

Notre internationalisme est anti-impérialiste, et porte comme ambition la construction de la paix. Nous défendons l'autodétermination des peuples contre celles et ceux qui jouent aux gendarmes du monde. Les interventions extérieures doivent se faire uniquement sous le mandat de l'ONU. Nous nous battons pour que la première réponse ne soit pas la guerre mais des solutions diplomatiques.

Cette construction de la paix ne peut se faire sans un accueil digne des migrant-e-s et des réfugié-e-s qui fuient ces combats ou la misère qu'ils engendrent. La France, dans le cadre de l'Union Européenne, a mené une politique de restriction de ces migrations qui est responsable de milliers de mort-e-s le long des côtes européennes. Au niveau local comme au niveau national, nous agissons pour aider l'accueil des migrant-e-s qui souhaitent accéder à l'enseignement supérieur en France.

FAIRE DE L'UNEF UN VECTEUR DE RÉENGAGEMENT SYNDICAL

« Quand l'étau se resserre, on redouble d'énergie, avec un genou à terre le combat se poursuit » Massilia Sound System

Face à la crise démocratique et à la défiance vis-à-vis des institutions, l'UNEF n'est pas épargnée. Les faiblesses structurelles et conjoncturelles du syndicalisme étudiant nécessitent une réflexion importante pour relever les défis qui se présentent à nous dans un contexte difficile. Nous devons passer un cap et accélérer la réforme de notre organisation en identifiant de nouveaux chantiers. Les étudiant-e-s ont plus que jamais besoin d'une organisation qui structure leur indignation et la transforme en rapport de force pour gagner des victoires syndicales. Si nos sections locales ont réussi à résister ces dernières années face à un gouvernement autoritaire qui a détricoté l'espoir de changement d'une jeunesse, il est de notre responsabilité d'ouvrir un nouveau cycle.

Ce contexte n'est pas une fatalité, l'UNEF se donne pour objectif de rassembler largement le milieu étudiant autour de notre conception du syndicalisme de transformation sociale. Nous croyons en l'engagement collectif et sommes convaincu-e-s que le syndicalisme est le meilleur outil de protection durable des étudiant-e-s. Nos objectifs sont clairs : nous devons être capables d'accueillir plus d'étudiant-e-s, de renforcer notre lien avec le milieu en cherchant l'association de tou-te-s et de repenser une partie de nos modes d'actions. Pour cela, l'UNEF se dote d'une feuille de route ambitieuse afin que notre organisation puisse rebondir.

UNE DÉMARCHE SYNDICALE OFFENSIVE

Parce qu'un pas vaut mieux que mille programmes, l'UNEF recherche en

permanence l'efficacité de son action syndicale. C'est d'abord la construction du rapport de force qui nous permet de poser nos exigences et d'affronter les acteur-ric-e-s politiques qui voudraient mettre en place des mesures en contradiction avec nos intérêts. Pour remplir cet objectif, nous cherchons à être le plus nombreux-ses possible. Parce que nous avons une obligation de résultat, nous refusons de nous laisser enfermer entre un soi-disant syndicalisme de lutte et un syndicalisme dit d'accompagnement. Notre action ne se fait jamais dans l'absolu, et nous utilisons tous les moyens possibles pour mettre en mouvement les étudiant-e-s, de la pétition à la grève. Notre démarche cherche à créer des brèches, s'y engouffrer, et concrétiser nos revendications étape par étape. Chaque bataille doit se concrétiser par des avancées. Les victoires obtenues doivent être un point d'appui pour de nouvelles batailles. C'est par la valorisation de notre bilan que nous convaincrions les jeunes de l'engagement collectif et que nous redonnerons de la combativité à notre milieu.

UN PLAN DE RECONSTRUCTION SYNDICALE

L'UNEF a rencontré des difficultés importantes à mobiliser les étudiant-e-s lors des élections au CROUS, enregistrant une baisse de nombre de voix et la perte de 11 élu-e-s. Loin d'être un non évènement, ces résultats ont suscité une réflexion interne, notamment sur le lien de l'UNEF à son milieu et sa capacité à le mettre en dynamique. Alors que notre organisation a une construction hétérogène sur l'ensemble du territoire, il est indispensable de se donner des perspectives de progression.

Un défi, un objectif, reconstruire l'UNEF dans les deux prochaines années. Le paysage universitaire connaît de profondes mutations et ainsi impacte nos échelons d'interventions. Avec l'autonomie des universités qui s'accroît, les centres de décisions sont de plus en plus déconcentrés. Dans ce contexte, la priorité de l'UNEF est de se relever de ses difficultés pour rebâtir des sections locales fortes et réactives, partout en France. Pour cela, il est nécessaire d'identifier et de dépasser les obstacles à notre développement, et d'affirmer une priorité à la construction. Malgré un cycle d'élections permanentes dans chaque établissement, l'UNEF devra se concentrer sur l'émergence de grosses AGE motrices, maitresses de leur calendrier syndical, et piliers de la solidarité. Face à des temps d'inscriptions progressivement dématérialisée et à des changements de structure des réunions de pré-rentrée, nous développeront de nouveaux cadres de solidarité et outils de recrutements permanents (présences aux inscriptions pédagogiques, réseaux de défense individuelle, campagnes de recrutement fréquentes, réflexes de syndicalisation, etc.). Un plan de reconstruction syndicale ne peut se réfléchir sans la création de trésoreries locales fortes. Il nous faudra développer nos outils et faire preuve de rigueur pour trouver les financements nécessaires à notre efficacité.

DES SECTIONS LOCALES MOTRICES

Le rôle des sections locales de l'UNEF est fondamental dans la période, que ce soit sur leur territoire comme par leur rôle de direction dans l'union nationale. Ce sont les AGE, expertes de leur milieu qui font de l'UNEF un syndicat efficace, identifié comme utile au quotidien. La reconstruction de l'UNEF doit nous permettre d'avoir des émetteurs auprès des interlocuteur-ice-s sur l'ensemble du territoire et d'agir dans tous les lieux de pouvoir. Chacune à leur manière, elles devront utiliser tous les moyens à leur disposition pour s'implanter d'avantage, afin d'être au plus proche des étudiant-e-s. Le rôle des sections locales doit être celui de laboratoires, permettant à l'action syndicale de se réinventer : développer des comités d'action syndicales, réorganiser les bureaux d'AGE, réinventer nos campagnes militantes, mobilisations ou élections... chaque avancée locale doit alimenter les réflexions de toute l'UNEF. Il nous faudra aussi développer des trésoreries locales fortes nécessaires à notre efficacité.

Les AGE font parties d'une union nationale où la solidarité est essentielle. Il est de la responsabilité de chacun-e de construire l'UNEF. L'union nationale, moteur de l'UNEF, permet également d'organiser les débats, les échanges à tous les niveaux du syndicat et ainsi permet de faire émerger des revendications communes.

ÊTRE UTILES AU QUOTIDIEN

Alors que l'individualisme bat son plein et que la crise a accentué la précarité chez les jeunes, il est nécessaire de porter une vision de solidarité. Lutter contre le repli sur soi et les réflexes individualistes est un des piliers de notre démarche syndicale. La reconstruction de nos sections syndicales doit s'appuyer sur la prise en main d'un territoire. Pour cela, l'UNEF doit aller plus loin, rénover sa manière d'aborder la défense individuelle pour se rendre indispensable. En généralisant nos permanences syndicales, en développant notre communication et nos sujets d'intervention nous devons être

Les signataires

identifiées comme un rempart. En lien avec le développement de la défense individuelle, nous proposerons des débouchés collectifs de batailles et de mobilisation que ce soit au niveau local ou national pour mettre en lumière les problématiques des étudiant-e-s.

PERMETTRE À TOUTES ET TOUS DE TROUVER SA PLACE DANS L'UNEF

Condition d'émancipation personnelle mais aussi d'efficacité syndicale, l'UNEF défend un syndicalisme qui allie militantisme et éducation populaire

DONNER LES OUTILS À CHACUN-E POUR PROGRESSER

Afin de permettre à l'UNEF de passer un nouveau cap dans sa construction, nous devons permettre à chaque étudiant-e, qu'importe ses origines sociales, économiques ou culturelles de trouver sa place dans notre organisation. Du collectif d'AGE aux collectifs nationaux, nos cadres de débats et de formation devront être plus pédagogiques. Nous mettons en place une réforme des formations via un site internet, afin d'ouvrir nos cadres au plus grand nombre. Ce nouveau site sera aussi une « boîte à outils » pour les sections locales afin qu'elles puissent échanger les bonnes pratiques, formations ou autres productions syndicales, et être toujours les plus efficaces possible au service de la progression de toute l'UNEF.

UNE ORGANISATION AU CARREFOUR DES ENGAGEMENTS DES JEUNES

Les formes d'engagement dans notre société évoluent, les jeunes ne s'engagent pas moins mais ils s'engagent autrement, de manière plus éphémère, plus ponctuelle. La reconstruction de l'UNEF passera par la prise en compte de ces évolutions. La mise en responsabilité des étudiant-e-s qui souhaiterait s'investir sur des projets syndicaux spécifiques doit se développer afin de permettre l'engagement du plus grand nombre. Dans le même temps, nous devons aussi travailler à pérenniser l'engagement des étudiant-e-s pour qu'il s'inscrive sur le temps long. Si au côté du syndicalisme d'autres formes d'engagement existent, elles ne s'opposent pas. C'est pour cette raison que nous renforcerons notre travail avec les associations progressistes afin de construire des partenariats sur la durée, construire un réseau fort et toucher de nouveau milieu.

FAIRE ÉVOLUER NOS CAMPAGNES ET SE DOTER DE NOUVEAUX OUTILS D'ACTION SYNDICALE

Pour renforcer notre efficacité syndicale nous devons intégrer de nouveaux modes d'interventions sans les mettre en opposition avec les modes d'actions plus « traditionnels ». Nos campagnes doivent permettre d'impliquer plus d'étudiant-e-s dans notre action syndicale en les rendant plus attractives et plus participatives. Le développement du militantisme numérique, doit nous inviter à construire ce nouveau terrain d'action syndical. Ces derniers mois ont montré à quel point cet outil pouvait être utilisé pour mener des mobilisations et rassembler de nouveaux publics de par son horizontalité. Cela doit nous permettre d'être une caisse de résonance des revendications des jeunes tout en leur offrant un cadre collectif d'action. Nos campagnes doivent donc être réfléchies en se déclinant sur les réseaux sociaux et en développant systématiquement des outils numériques.

L'UNEF, MAISON COMMUNE POUR TOU-TE-S LES ÉTUDIANT-E-S UNE ORGANISATION INDÉPENDANTE

Pour garantir son efficacité, nous défendons un syndicat indépendant des organisations politiques et syndicales ainsi que des administrations. L'UNEF n'a qu'une boussole, l'intérêt de celles et ceux qu'elle représente, et qu'un seul propriétaire, ses adhérent-e-s. Ainsi les décisions de l'UNEF se prennent entre étudiant-e-s adhérent-e-s du syndicat.

LE DROIT DE TENDANCE, GARANT DU PLURALISME

Il est de notre responsabilité de permettre à tou-te-s, quelles que soient leurs analyses de l'action syndicale, de trouver leur place au sein de l'UNEF. Pour que l'UNEF rassemble, nous devons voter démocratiquement notre orientation syndicale. C'est pour cela que nous sommes attaché-e-s au système en tendances qui permet le pluralisme et ainsi à chacun-e de se retrouver autour de perspectives communes.

LE BAS Lià, Présidente, Paris 12
DJARRA Abdoulaye, Vice-Président, Paris 2
RAUFASTE Pauline, Vice-Présidente, Paris 1
CAMPÀ Magali, Secrétaire Générale, Paris 12
FEIERABEND Sacha, Secrétaire Générale, Paris 12, élu CNESER
BLIOT Cassandre, Trésorière, Paris 6
ABANDA Elisabeth, Bureau National, Paris 1, Elue CNOUS
AGUETTATZ Daniel, Trésorier d'AGE, IEP
ALDEBERT Margaux, Bureau National, Paris 1
AMART Odessa, Présidente d'AGE, La Rochelle
ANASSIA Alexandre, Président d'AGE, Paris 2
ARNOUX Baptiste, Président d'AGE, Montpellier
BAKECH Lara, Bureau National, Paris 3, Elue CNESER
BARBERIS Matthieu, Président d'AGE, Clermont
BEN AMOR Selim, Bureau National, Paris 10
BENHYAHYA Youssa, Présidente d'AGE, Littoral
BENICHOU Anouar, Président d'AGE, Lille, Elu CA Lille 1
BERNARD Jordan, Bureau National, Paris 8
BILLAL Lathi, Secrétaire Général de l'UEAF, Paris 13
BOITARD Edouard, Secrétaire général d'AGE, Reims
BOIX Romain, Président de La LMDE, CNAM
BONNET Léa Vice-Présidente d'AGE, Lyon
BOUDERBA Sullyman, Secrétaire général d'AGE, Lille
BOURDON Emilie, Présidente d'AGE, Nantes
BOURGEON Quentin, Président d'AGE, Evry
BOUVIALA Alice, Bureau National, Paris 10
BRIDIER Laetitia, Secrétaire générale d'AGE, Lorraine
BRIGHTON Alicia, Montpellier
BRUN Ludovic, Vice-président d'AGE, Grenoble
BRUNEAU Johnathan, Secrétaire général d'AGE, Orléans
CHAARANA Majdi, Président d'AGE, Lyon, VPE Lyon 2
CHAILLOU Sébastien, Président de Solidarité Étudiante, MLV
CHAMPION Dimitri, Bureau National, Toulon
CHAPELIER Juliette, Bureau National, Lorraine
CHAPELON Aldric, Trésorier d'AGE, Clermont
CHOPINET Stéphane, Vice-Président d'AGE, La Réunion
COLLET Pauline, Bureau National, Paris 8
COMMIN Rémi, Vice-Président d'AGE, Rouen
COURMONT Marie Loup, Secrétaire générale d'AGE, Amiens
CREACH Malys, Vice-Présidente d'AGE, Brest
DAHMANE Dehmouni, Responsable DREAM, Paris 13
DAL MORO Léo, Vice-président adjoint d'AGE, Grenoble
D'ANGELO Marie, Secrétaire générale d'AGE, Nice
DE OLIVEIRA GIL Jaspal, Présidente d'AGE, Paris 1
DEFOSSÉ Milena, Secrétaire générale d'AGE, Paris 13
DELAURE Danaé, Secrétaire Générale d'AGE, Evry, VPE
DELUSSEAU JELODIN Solène, Présidente d'AGE, IEP
DEMAZIERE Emilien, Président d'AGE, Paris 7
DEMENTHON Ivan, Bureau National, Paris 10, Elu CNOUS
DIAKITE Awa, Trésorière d'AGE, Aix-Marseille
DIALLO Fatoumata, Vice-Présidente d'AGE, Amiens
DIALLO Abdoulaye, Vice-Président d'AGE, Paris 3
DOCKÈS Anne-Cécile, Vice-Présidente de Solidarité Étudiante, Paris 8
DOLLE Clémence, Présidente d'AGE, Lorraine
DOUJAY Louise, Secrétaire générale d'AGE, Clermont
DUPONCEL Luc, Trésorier d'AGE, Lorraine
DUPONT Ugo, Trésorier d'AGE, Paris 7
ÉGURBIDE Meg, Présidente d'AGE, Besançon
ENGUEHARD Sarah, Trésorière d'AGE, Reims
ESCOFFIER Cynil Co-trésorier d'AGE, Lyon
EYRIEY Helno, Président d'AGE, La Réunion, VPE
FALANA Marcelin Ronnet, Président d'AGE, St Etienne
FAURE Téo, Président d'AGE, Paris 8, VPE
FAYE Carolina, Bureau National, Aix-Marseille
FLORENS Théo, Président d'AGE, Paris 11
FORAS Suzanne Secrétaire générale d'AGE, Toulouse
FRAINCART Julien, Président FERUF Reims, Reims
FRANÇOIS Iona, Présidente d'AGE, Rennes
FREIMOVITZ Léa, Nantes
GABORTI Maxime, Secrétaire général d'AGE, IEP
GAHAM Emilie, Amiens
GALVEZ Marie, Présidente d'AGE, Toulon
GARAVAGNO Pauline, Secrétaire Générale d'AGE, Paris 1
GARRO, Laura Secrétaire général d'AGE, Paris 7
GERARD Quentin, Secrétaire général d'AGE, VSQ
GIRAUDET Brice, Bureau National de La LMDE, Nantes
GLAGLOU Hamza, Secrétaire général d'AGE, Paris 13
GOUJIL Maxime, Caen
HARUTYUNYAN Hamlet, Trésorier d'AGE, Evry
HIRON Hugues, Bureau National, VSQ
HOPPE Clotilde, Bureau National, IEP
HUBERT Lolita, Vice-Présidente de Solidarité Étudiante, Paris 10
HUCIK Rachel, Secrétaire générale d'AGE, Bordeaux
JEBLI Houssam, Président d'AGE, Cergy
JELLAD Bouchra, Paris 8
JUDE Colin, Président d'AGE, Strasbourg
JUVIN Chloé, Membre du bureau, Rennes
KADER Asma, Secrétaire générale d'AGE, Lyon
KHADOU Thomas, Vice-Président d'AGE, Paris 12, VPE
KIRANE Salah, Commission de Contrôle, Paris 8
KOCH Cecilia, Présidente d'AGE, Paris 12
LADUREE Gabrielle, Secrétaire générale d'AGE, Rennes
LANGER Gabin, Tours
LEPERE Victor, Président d'AGE, Artois
LEWANDOWSKI Emma, Présidente d'AGE, Grenoble
LIBERALE Margot, Secrétaire générale d'AGE, Lorraine
LONBE Annael, Bureau National, Paris 12
LOPEZ Angela, Présidente d'AGE, Toulouse
LUCÉ Mélanie, Bureau National, Paris 2
MADEIRA Lucie, Vice-Présidente d'AGE, Lille
MARC Josselin, IEP, Elu CA FNSP
MARSAK Florent, Perpignan
MARTIN Peter, Président d'AGE, Chambéry
MATHIAS Léila, Membre du bureau, Lyon
MEGHAR Rida, Président d'AGE, Paris 6
MENÇLE Lois, Trésorier, d'AGE Paris 10
MERCIER Jarod, Président d'AGE, Paris 4
MERIGOT Clara, Bureau National, Paris 1
MERY Pierre, Secrétaire Général de La LMDE, CNED
MICHELS Clémence Responsable CAS de Metz, Lorraine
MILLION Julien, Trésorier de La LMDE, MLV
MOHAD Marowane, Président d'AGE, Avignon
MOKTHAR Samya, Responsable de site Tolbiac, Paris 1
MONTRIGNAC Rémi, Trésorière d'AGE, Strasbourg
MORANCAY Paul, Nice
MOUZE Simon, Bureau National, Reims
NEDDAR Alice, Secrétaire générale d'AGE, Strasbourg
NOURY Mathilde, Présidente d'AGE, Paris 3, VPE
NUNES Luis, Président d'AGE, Bordeaux
OLEJNICZAK Quentin-Pierre, Secrétaire général d'AGE, Artois
OROFFINO Tom, Bureau National, Paris 12
PAINZA Romain, Bureau National, Evry
PARPET Noé, Nantes
PERENNOU Pauline, Secrétaire générale d'AGE, Rennes
PERSON Maud, Secrétaire générale d'AGE, Paris 3
PEUTEVYCK Benjamin, Président d'AGE, Orléans
PIERRET Léa, Présidente d'AGE, Paris 10, VPE
PIERSON Hugo, Président d'AGE, Aix-Marseille
PINEAU Clémence, Co-trésorière d'AGE, Lyon
POTHIN Samantha, Secrétaire générale d'AGE, La Réunion, Elue CNOUS
POTIER Céline, Présidente d'AGE, Amiens
PRALUS Maayane, Secrétaire générale d'AGE, Paris 10
RAMOTONDRA MASY Marie Said, Trésorière d'AGE, Amiens
RAMAGE Sébastien, Bureau National, Toulon, Elu CNESER
REVILLON Elisa, Vice-Présidente d'AGE, Bordeaux
RIBEAUD Lisa, Vice-Présidente de La LMDE, Paris 8
ROUILLON Joris, Bureau d'AGE, Grenoble
RUSSELIN Antonin, Président d'AGE, Nice
SAFFAR Khalil, St Etienne
SALAJUN Caroline, Présidente d'AGE, Brest
SAMI Chelli, Président de l'UEAF Paris 8, Paris 8
SANCHEZ Laura, Présidente d'AGE, Tours
SANSON Léo, Bureau National, Lorraine
SAUTRON Rudrigues, Secrétaire général Adjoint d'AGE, La Réunion
SCHRAMM Juliette, Trésorière d'AGE, Bordeaux
SHILI Naim, Président d'AGE, VSQ
TANNOUX Bertrand, Trésorier, d'AGE Rennes
TEODORESCU Julian, Président d'AGE, Reims
TIMOTHEE Watier, Président d'AGE, Perpignan
TISSERAND Maeva, Présidente d'AGE, Paris 13, VPE
TORRO Fabrice, Lyon, VPE Lyon 2
VALLEE Valentine, Présidente d'AGE, Lorient Vannes
VANHULLE Marvin, Paris 5
VASSELIN Mélanie, Présidente de la Commission de Contrôle, Paris 12
VOGEL Clarah, Présidente d'AGE, Mulhouse
WILTHIEN Romain, Trésorier d'AGE, La Réunion
YAYE Abdoul-Kadher, Secrétaire général Adjoint d'AGE, Lille
YAYE HAROUNA, Abdoul-Latif, Lyon, Président de l'UESNF
YEHYA Rim, Bureau National, Paris 12
ZAPATA Bastien, Bureau National de La LMDE, Paris 8
ZAPATA Maud, Présidente d'AGE, Caen
ZUTTERLING Yannick, Vice-Président d'AGE, Responsable CAS de Nancy, Lorraine